**Décision n° 2015-0200**
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**
**en date du 24 février 2015**
**modifiant les décisions n° 05-0077 en date du 27 janvier 2005,**
**n° 06-0074 en date du 21 février 2006, n° 2007-0074 en date du 25 janvier 2007,**
**n° 2008-0084 en date du 22 janvier 2008, n° 2009-0092 en date du 10 février 2009,**
**n° 2010-0081 en date du 19 janvier 2010, n° 2011-0065 en date du 20 janvier 2011,**
**n° 2012-0163 en date du 7 février 2012, n° 2013-0204 en date du 12 février 2013,**
**n° 2014-0125 en date du 4 février 2014 et n° 2015-0164 en date du 10 février 2015**
**attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques**
**à la société Bouygues Telecom**
**pour un réseau ouvert au public du service fixe**
**sur le territoire métropolitain**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2005-400 du 27 avril 2005 relatif aux délais d'octroi des autorisations d'utilisation de fréquences et de notification des conditions de leur renouvellement et aux obligations qui s'imposent aux titulaires pour permettre le contrôle de leurs conditions d'utilisation ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation de fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 08 décembre 1994 modifié autorisant la société Bouygues Telecom à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et à fournir le service téléphonique au public ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 6 janvier 2015 portant modification du tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 05-0077 de l'Autorité de régulation des télécommunications du 27 janvier 2005 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Bouygues Telecom ;

© Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Vu la décision n° 06-0074 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 21 février 2006 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Bouygues Telecom pour un réseau radioélectrique du service fixe sur le territoire français ;

Vu la décision n° 2007-0074 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 25 janvier 2007 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Bouygues Telecom pour un réseau radioélectrique du service fixe ;

Vu la décision n° 2008-0084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 22 janvier 2008 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Bouygues Telecom pour un réseau radioélectrique du service fixe sur le territoire français ;

Vu la décision n° 2009-0092 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 10 février 2009 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Bouygues Telecom pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire métropolitain ;

Vu la décision n° 2010-0081 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 19 janvier 2010 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Bouygues Telecom pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire métropolitain ;

Vu la décision n° 2011-0065 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 20 janvier 2011 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Bouygues Telecom pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire métropolitain ;

Vu la décision n° 2012-0163 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 7 février 2012 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Bouygues Telecom pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire métropolitain ;

Vu la décision n° 2013-0204 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 12 février 2013 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Bouygues Telecom pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire métropolitain ;

Vu la décision n° 2014-0125 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 4 février 2014 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Bouygues Telecom pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire métropolitain ;

Vu la décision n° 2015-0164 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 10 février 2014 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société Bouygues Telecom pour un réseau ouvert au public du service fixe sur le territoire métropolitain ;

Après en avoir délibéré le 24 février 2015 ;

**Décide :**

**Article 1** – Les autorisations d'utilisations des fréquences décrites en annexe de la présente décision, délivrées par les décisions n° 05-0077 en date du 27 janvier 2005, n° 06-0074 en date du 21 février 2006, n° 2007-0074 en date du 25 janvier 2007, n° 2008-0084 en date du 22 janvier 2008, n° 2009-0092 en date du 10 février 2009, n° 2010-0081 en date du 19 janvier 2010, n° 2011-0065 en date du 20 janvier 2011, n° 2012-0163 en date du 7 février 2012, n° 2013-0204 en date du 12 février 2013, n° 2014-0125 en date du 4 février 2014 et 2015-0164 en date du 10 février 2015 susvisées, sont supprimées.

**Article 2** – Le directeur de l'accès mobile et des relations avec les équipementiers de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Bouygues Telecom.

Fait à Paris, le 24 février 2015

Le membre de l'Autorité présidant la séance,
par intérim du Président de l'Autorité

Jacques STERN